

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2023

PA17 – Collectivités - Déchets & économie circulaire (D&EC)	
Version du document (inventaire)	1.3
Date	21.12.2023

Le PA 17 a déjà été validé début 2023. En raison de quelques adaptations, le PA est à nouveau validé dans le présent document : deux nouvelles méthodes ont été ajoutées, un nouveau type d'action a été défini et l'un des types d'action a été adapté par rapport au précédent. Le document a été complété en conséquence.

La validation a été réalisée dans la période du 23 novembre 2023 au 18 décembre 2023 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du Standard genevois d'évaluation (version 2023).

Le document analysé principal est la description du plan d'action actualisée (PA, version 1.4, décembre 2023). Dans le cadre de cette validation, seuls les changements dans le PA par rapport à la version précédente ont été examinés. Elles ont toutes été jugées correctes. Désormais, les méthodes MD22 et MD23 sont également utilisées dans le PA. Les documents « MD22 : C-EEE – Circularisation des équipements électriques et électroniques » (version 1.1, novembre 2021), ainsi que « MD23 : Circularisation des produits de consommation courante et réemploi des produits de construction » (version 1.1, Décembre 2021) ont été utilisées pour vérifier si les méthodes de calcul indiquées dans le PA sont correctes et appropriés. L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées au responsable de projet par écrit. Les réponses écrites lors de la validation ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur les changements du plan d'actions **PA17 – Collectivités - Déchets & économie circulaire (D&EC)** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du programme EER genevois.

EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions. Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi

que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 21 décembre 2023



Denise Fussen



Joséphine Zumwald

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	x	DCL 1
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	x	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	x	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	x	
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	x	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	x	DCL 2
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	x	
2.3.2	Si le Projet, le Plan d'Actions ou l'Action était déjà en activité au moment de l'annonce à l'entité coordinatrice, il est démontré qu'il existe un risque avéré de cessation d'activité	n.a.	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de créditation	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	x	

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	x	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	x	
3.1.3	Les effets indirects sont bien spécifiés comme tels.	x	
3.1.3	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	x	

3. Détermination des effets			
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	x	
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	x	
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	n.a	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	x	
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	n.a	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.		x
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	x	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	x	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	x	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	x	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	n.a.	
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	n.a.	

Partie 2 : Liste des questions

DCL 1		Liquidé	X
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.		
<p>Question</p> <p>Veillez adapter 2,3 aspects formels :</p> <ul style="list-style-type: none">- Compléter le tableau sous chapitre C3 (ajouter un trait si la méthode n'inclut pas ce type d'action)- Souligner le titre au début de page 6 (type d'action C)- Sous chapitre H, veuillez compléter pour des mesures d'économie circulaire (sois mentionner qu'il n'y a pas de financement pour ces mesures ou ajouter s'il y en a).			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Les compléments et réponses demandées sont inscrites dans la nouvelle version du PA17 en date du 13.12.2023.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>Les adaptations souhaitées ont été réalisé. La proposition de PA est maintenant complète et cohérente.</p> <p>Le DCL 1 peut donc être clos.</p>			

DCL 2		Liquidé	x
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.		
<p>Question</p> <p>Pouvez-vous décrire plus précisément en quoi les mesures relatives à l'économie circulaire du PA 17 se distinguent des mesures du PA 18 ? N'aurait-on pas pu intégrer les nouvelles actions dans le PA 18, puisque celui-ci utilise déjà les deux méthodes MD22 et MD23 ? Y a-t-il des doubles comptages entre les deux PA dont il faudrait tenir compte ?</p> <p>De plus, la mesure concernant le tri des déchets sur les marchés a été généralisée. Pouvez-vous décrire brièvement quelles activités relèvent concrètement de ce type de mesure?</p>			

Réponse du requérant

- Les mesures relatives à l'économie circulaire du PA 17 s'adressent directement aux communes qui en sont bénéficiaires et non aux partenaires et filières EC (C-BAT, C-CONSO et C-EEE) du PA 18. En ce sens, ces actions EC sont dans des PA séparés, elles sont bien dissociées « sur le terrain » et le comptage est différencié entre le PA17 et le PA18 (pas de double comptage).
- Cette action de tri sur les marchés, n'ayant pas été mise en œuvre en 2023 (changement de règlement par la ville concernée), ne sera pas reconduite dès 2024. En effet, concernant les marchés, la pratique confirmée par les communes est que les marchands repartent avec leurs déchets. La commune n'a donc plus à assurer la mise en place d'infrastructure de tri des déchets sur place, ni à prendre en charge les coûts de logistique et de valorisation de ces déchets.
En ce sens, l'action d'accompagnement pour les marchés a été supprimée et les éléments qui s'y référaient également dans l'ensemble du PA17.

Conclusion du validateur

- Avec les explications du requérant la différence est maintenant claire. En plus, au chapitre B3. « Périmètre et rayon d'actions du Plan d'Actions », il est précisé que les actions du PA 17 se limitent aux territoires des villes et communes genevoises.
- Comme la commune ne peut pas assurer la mise en place des actions concernant le tri de déchets sur les marchés, cette thématique a été supprimée dans le PA 17. Du point de vue du validateur, cela est correcte.

Le DCL 2 peut donc être clos.